



**Jour
J-133**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

P10

20/08/2019

Éducation nationale / Bakayoko-Ly Ramata aux enseignants contractuels ^{P5}

“ Ayez des comportements exemplaires ”

FORMATION ET MISE EN EMPLOI DES JEUNES

P7

**Un appel à candidature
ouvert pour 2000 jeunes**

INVESTISSEMENTS EUROPÉENS

P8

Plus de 114 milliards de fca engagés en Côte d'Ivoire

Comment la Banque européenne opère dans le pays Les secteurs clés financés

CONSERVATION DE PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION

**108 entrepôts en construction pour le
stockage des noix de cajou**

P9

Faux prêcheurs, taux malades, taux sinistrés... Dans l'univers des nouveaux mendiants

Dans les rues ou les lieux de culte, des escrocs arnaquent d'honnêtes citoyens usant de ruses qui sortent de l'ordinaire.

Mercredi, un après-midi de juillet. Nous partons de la rédaction de *Fraternité Matin* et marquons un arrêt à Adjamé-Liberté. Une dame, le visage amaigri, vêtue de haillons, la démarche lente, nous aborde sous un soleil de plomb. Son corps, et celui de l'enfant d'à peine un an qu'elle a dans les bras, portent des traces de mercurochrome. Elle me raconte une histoire touchante: «Un incendie a ravagé la petite maison où je logeais avec mes deux enfants. J'ai tout perdu.» Comme j'étais sensible à son récit, elle se montre plus pathétique: «Le feu m'a brûlée ainsi que le bébé que vous voyez. J'ai eu la vie sauve grâce à la promptitude des voisins qui sont venus éteindre le feu qui a tout brûlé chez nous. Je n'ai plus rien». Puis, elle me confie ce qu'elle attend de nous: «Je sollicite votre aide pour avoir de quoi nourrir cet enfant qui a terriblement faim. En cette saison pluvieuse, je n'ai plus de demeure. Je dors quasiment à meure. Je dors quasiment à la belle étoile avec ce bébé que vous voyez. Ma famille est disloquée et dispersée depuis une semaine. Mon âme est peinée. Je ne sais plus quoi faire». Nous sommes pris de compassion.



Un passant succombe aux arguments du "Faux" mendiant.(PHOTOS:PORO)

Difficile pour nous de ne pas éprouver de la pitié devant un récit aussi dramatique. Nous lui remettons un billet de

5000 FCfa en guise de soutien. Nous poursuivons notre chemin avec le sentiment d'avoir fait œuvre utile. Deux jours plus tard, au niveau de la pharmacie Siporex, à Yopougon, nous revoyons la quinquagénaire qui nous accoste, toujours avec le même bébé, l'air mal en point, dans les bras. Cette fois-ci, elle tient une vieille ordonnance

été prescrite. Je n'ai plus d'argent pour acheter les médicaments. Mon unique fils est en danger de mort, aidez-moi. Faites-le à cause de Dieu ». Hébété, nous écarquillons les yeux et fixons la dame. Nous pensons à une méprise, que non ! C'est bel et bien elle. Cette femme qui nous avait sollicité en se faisant passer pour une victime

même baratin. Vous racontez n'importe quoi pour escroquer les gens. C'est cela? » Prise de court par notre réaction inattendue, et se sentant démasquée, l'arnaqueuse s'éloigne rapidement. Elle se faufile entre les voitures avant de se fondre dans la foule. Des gens autour de nous, ayant suivi la scène, nous informent que «c'est son travail».

Présentation de fausses situations

A longueur de journée, nous ont-ils confié, cette vieille dame se comporte comme une malheureuse pour faire la manche, en racontant des histoires imaginaires. Comme elle nombreuses sont les personnes qui usent de la ruse pour arnaquer d'honnêtes citoyens dans les rues d'Abidjan. Elles ont des techniques d'approche ingénieuses et variées afin d'arriver à leurs fins. Il est vrai que certains hommes ou femmes ont réellement besoin de charité.

Mais, d'autres se font passer Mais, d'autres se font passer pour des étudiants, mendiants, chrétiens... pour soustraire de l'argent aux passants. De plus en plus, la seconde catégorie d'individus s'illustre dans les rues. En effet, une autre forme d'arnaque, moins répandue, fait beaucoup de victimes en ce moment. Elle est pratiquée par des jeunes filles et garçons qui affirment avoir le statut d'étudiants ou d'élèves, alors que ce n'est pas le cas. Ce statut leur permet de jouer sur la fibre sentimentale, quand on sait que la vie de ces apprenants rime généralement



La femme n'est pas en marge de cette pratique.

«Leur malheur c'est qu'ils abordent tellement de personnes, en une journée, qu'ils ne peuvent mémoriser le visage de leurs différentes victimes. Cela leur joue souvent des tours, comme l'atteste l'altercation dont nous avons été témoin».

qu'elle nous présente: «Mon fils a fait un grave accident. Ses deux membres sont broyés. Il est allité à l'hôpital. Les médecins lui ont donné les premiers soins. Mais son cas demeure instable et critique. Voici l'ordonnance qui m'a

d'incendie. Sur le champ, nous nous rendons compte que nous nous sommes fait berner. Nous sommes en présence d'une farceuse. Aussitôt, un sentiment de colère nous envahit: «Madame, l'autre jour, vous m'avez abordé pour me raconter le

avec précarité et des difficultés de tous ordres. La technique d'approche de ces escrocs est la suivante: ils se présentent à vous avec respect. Ils sont persuasifs et ils savent émouvoir par leurs récits. Au final, ils vous prient de leur venir en aide financière

rement. Ils prétendent que cela leur permettra de réunir les sommes nécessaires à la constitution des dossiers, en réalité fictifs, en vue de passer un concours tout aussi imaginaire.

En dehors de ces arnaqueurs, nous avons ceux qui vous sollicitent, avec courtoisie, en vue de les aider à éponger les frais d'hospitalisation d'un parent qui serait malade. Ce qui est une invention, un mensonge pour appâter leurs victimes et leur soutirer de l'argent. D'autres par contre vous demandent de payer les frais de transport de leur déplacement, parce que dans l'incapacité de le faire, après la visite à un de leurs proches.

A la vérité, ces hommes et femmes qui s'adonnent à cette pratique sont de véritables escrocs. Des personnes qui passent le clair de leur temps à quêmander au lieu d'exercer une activité.

Leur malheur est qu'ils abordent tellement de personnes, en une journée, qu'ils ne peuvent mémoriser le visage de leurs différentes victimes. Cela leur joue souvent des tours, comme l'atteste l'altercation dont nous avons été témoin près de la mairie de Yopougon. Ce jour-là, un solide gaillard qui a saisi un adolescent par le col, manquant de l'étrangler, criait à son adversaire : « donne-moi mon argent. Je dis donne-moi mon argent. Escroc !!! ». Son interlocuteur, un frère bonhomme, se débattait valsois interocuteur, un frère bonhomme, se débattait vainement pour se dégager de l'étau de son "agresseur". Il



Une mendiante en action.

un mois après, cet imbécile m'a abordé, à nouveau, pour me raconter une autre histoire aussi pathétique que la première. Il a voulu s'enfuir quand je l'ai reconnu. J'exige qu'il me redonne les 10 mille francs que je lui avais donné ce jour-là », affirmé le robuste monsieur.

Autre créneau exploité par monsieur.

Autre créneau exploité par les mendiants-escrocs : celui qui consiste à être des "faux

bénis ». Une de leur salutation phare pour établir rapidement le contact. Une fois le lien établi avec leur cible, ils enchaînent : « L'œuvre de Dieu est immense et n'autorise aucune fatigue. Nous servirons le Seigneur jusqu'au dernier souffle. Mais frère en Christ, la tâche n'est pas facile. Trêve en Christ, ta tâche n'est pas facile.

Nous avons donc besoin de votre soutien. En effet, depuis hier nuit, nous étions à une

droit, dans la soirée, une jeune fille qui nous avait sollicité financièrement, il y a quelques jours. Nous pensions avoir fait œuvre utile une fois de plus en aidant cette personne affirmant être au service de Jésus Christ. Nous l'avons aperçue alors qu'elle était en train de baratiner un honnête citoyen qu'elle était en train de baratiner un honnête citoyen qu'elle avait abordé. Manque de pot pour elle, ce dernier n'a pas cédé.

Nous l'avons approché et notre interlocuteur nous a confié, amer : « Ce n'est pas une bonne chrétienne. Elle traîne ici avec un groupe de jeunes. Chaque jour, ce sont eux qui ont besoin d'argent pour compléter leur transport ou pour aider un malade. En plus, elle me dit qu'en prêchant l'évangile, elle accomplit l'œuvre de Dieu. Par conséquent, comme cela se fait comme pour les quêtes à l'église, je me dois de l'assister, de l'aider. Je suis tombé plusieurs fois dans leurs pièges. Ils ne m'auront plus, ces escrocs qui se cachent derrière le nom de Dieu pour mentir ».

Lieux de culte, cibles de ces imposteurs

Les lieux de culte sont aussi écœurés par ces personnes de peu de foi pour duper les croyants. A l'église, pendant l'homélie, ils approchent subtilement les fidèles qu'ils ont déjà identifiés.

La voix presque inaudible, le visage défait et triste, l'air abattu, ils leur relatent discrètement "leurs difficultés" avant de présenter ou glisser une vieille ordonnance entre les mains de ces derniers. En une journée, notamment les dimanches, ils peuvent sillonner une dizaine d'églises pour mentir et escroquer les fidèles venus prier le Seigneur. Le comble, quand on conseille à ces "nécessiteux", selon Mme Agnéro, d'aller à la "Caritas ou Rhe-mar", des établissements qui portent assistance aux orphelins et personnes en détresse, ils répondent qu'on y offre que des plats de spaghetti. Elle se plaignait justement d'un jeune qui s'était introduit dans la paroisse St Jean de Cocody, dans le but de la contraindre à lui remettre de l'argent. Il n'a pas eu

gain de cause, au contraire Mme Agnéro a été indignée par cette attitude. « Tu affirmes être malade et ne rien avoir pour manger. Je te demande d'aller à la Caritas pour obtenir de l'aide, tu me rétorques que tu veux absolument de l'argent et non des vivres pour gérer ton problème. Je ne peux rien faire pour toi dans ce cas », lui a-t-elle lancé, énervée.

Approchée, Mme Agnéro nous confie avoir été plusieurs fois victimes de ces "fidèles sans foi" et des "bons à rien" qui ne veulent pas travailler. « Ils aiment la facilité. Ils font semblant de venir prier pour emmerder les honnêtes gens ».

A la mosquée, ces faux mendiants sévissent aussi. Leur technique est sensiblement identique à celle de leurs compères qui opèrent dans les églises. Les vendredis sont les jours de prédilection de ces derniers.

A peine l'imam fait le Salam, marquant la fin de la prière, qu'ils ou elles se lèvent brusquement pour raconter leur misère : « Chers frères et sœurs en islam, aidez-moi. Depuis une semaine, je n'ai rien à manger. Ma famille se meurt.

Je ne sais pas vers qui me tourner. Faites à cause d'Allah, ne m'abandonnez pas à mon triste sort ». Ou encore : « Ma femme ou mon mari est très malade. Elle / Il est sur le lit de l'hôpital.

Si je ne retourne pas avec les médicaments qui ont été prescrits, je risque de me retrouver veuve / Veuf ». Une fois les billets et les pièces d'argent reçus, qu'ils prennent soin de fourrer dans leurs habits, ces mendiants jettent leur dévolu sur d'autres mosquées ou attendent le vendredi suivant pour aller exposer "leurs mensonges". Selon l'imam Diakité de la mosquée Djibril de la Sideci, « l'Islam fait de l'aide sociale à apporter aux autres, une condition sine qua non d'accès à la demeure de l'agrément divin. Mais n'autorise pas des gens à mentir sur leurs conditions sociales pour soutirer de l'argent à leur prochain en jouant sur leur sensibilité », a clarifié le guide religieux ■

KANATE MAMADOU

"La voix presque inaudible, le visage défait et triste, l'air abattu, ils relatent discrètement "leurs difficultés" avant de présenter ou glisser une vieille ordonnance entre les mains de ces derniers. En une journée, notamment les dimanches, ils peuvent sillonner une dizaine d'églises pour mentir et escroquer les fidèles venus prier le Seigneur".

a fallu l'intervention de quelques jeunes, venus à sa rescousse, pour que cet homme lâche prise. Très énervé, ce dernier explique ensuite que le jeune qu'il tenait fermement est un malhonnête. Ce dernier a prétendu, il y a une semaine, avoir perdu ses deux parents dans un accident de la circulation alors que ceux-ci se rendaient à des funérailles au village.

Et que son oncle qui l'avait recueilli après la disparition brutale de ses géniteurs, a confisqué les biens qui lui revenaient de droit, avant de le chasser de la maison familiale. Au point qu'il se sent obligé de fouiller les poubelles pour se nourrir. « Je n'ai pas hésité à lui donner de l'argent pour l'aider. A peine,

frères et sœurs en Christ". La stratégie adoptée par ces derniers, c'est d'opérer en groupe. On les rencontre, le plus souvent, dans les lieux bruyants, fréquentés par un grand nombre de personnes. Ils se présentent comme étant des précheurs d'évangile. Ils soignent leurs mises extérieures afin de mieux tromper la vigilance des potentiels victimes. En effet, ces hommes sont élégamment habillés en veste et tiennent tout le temps une bible en main. Les femmes portent généralement des vêtements amples et ont la tête, pour la plupart, recouverte de foulards. Avec amabilité, ils abordent leur cible en faisant des bénédictions à leur endroit : « Bonjour M., Jésus vous aime ! Vous êtes

cellule de prière. Nous avons prié pour la Côte d'Ivoire et pour les Ivoiriens. Maintenant, nous nous apprêtons à retourner dans nos communes respectives, mais nous n'avons plus grand-chose. Raison pour laquelle, le Seigneur a guidé nos pas vers vous. Il est dit dans la bible ne volez point. Nous préférons vous solliciter pour compléter notre transport que d'aller voler. Faites à cause du Seigneur. Il vous le rendra au centuple ».

Un homme de foi résiste difficilement à ce genre de supplication. Nous y avons succombé à plusieurs reprises pour ensuite nous rendre compte que nous avons été l'objet d'escroqueries. Un matin, grande fut notre surprise de revoir au même en-

Demain: La réaction des religieux

Prévoyance sociale

Les acteurs africains élaborent des mécanismes de gestion efficace

Les administrateurs issus de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres) sont en séminaire à Grand Bassam.

Mieux appréhender le rôle et les responsabilités d'un Administrateur dans la définition, le contrôle de la gouvernance et la performance des organismes de prévoyance sociale (Ops). Et ce, dans la zone de la conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres). C'est à cet exercice que vont se consacrer, du 19 au 24 août à Grand-Bassam, les présidents et administrateurs venus des pays de la zone Cipres. Il s'agira pour ces responsables de fixer les modalités de gouvernance qui leur permettra d'assurer une gestion efficace des ressources confiées aux institutions pour servir les assurés sociaux. D'où le thème, « *Rôle et responsa-*



Les participants veulent insuffler un nouveau dynamisme à la gestion des organismes de prévoyance sociale. (PHOTO: D. R)

bilité du conseil d'administration dans la gouvernance

des Ops de la zone Cipres », que Germain Adjé

Amoikon, représentant le président du conseil d'administration de l'Is-Cgrae, renchérit sur le régime de la sécurité sociale, les membres doivent respecter des principes de base. Notamment agir conformément à la loi, avec prudence et bonne foi.

Au nom du ministre de l'Emploi et de la protection sociale, le directeur général de la Protection sociale, Traoré Idriss, a rappelé que « l'importance de la sécurité sociale dans les pays de la Cipres et principalement les questions de lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation imposent qu'un accent particulier soit mis sur la gouvernance au sein des

organisations chargées de la question ». Et ce, pour assurer leur viabilité, prêt à saisi que les acteurs des organes de gouvernance soient bien formés. C'est pour cela que Traoré Idriss insiste sur la nécessité pour les membres des conseils d'administration des organes de sécurité sociale d'être formés. « Afin d'apporter avec professionnalisme, pragmatisme et bienveillance des réponses aux exigences tant nombreuses que pressantes de nos populations à l'offre de prestations sociales », fait remarquer le directeur général de la protection sociale. Qui salue la tenue du séminaire de Grand-Bassam qui aura pour avan-

tage de donner des outils nécessaires aux participants pour relever les défis de la politique sociale dans les différents États membres de la Cipres.

Le représentant du ministre de l'Emploi et de la protection sociale a informé ses pairs venus d'ailleurs que le gouvernement ivoirien, pour faire face au faible taux de couverture sociale, a initié des projets structurants à travers son programme social. C'est le cas de la Couverture maladie universelle (Cmu) dont l'objectif est d'offrir des soins de santé à moindre coût à l'ensemble des résidents en terre ivoirienne. Le régime social au profit des travailleurs indépendants qui permet à cette catégorie sociale de bénéficier d'une offre de prestation sociale fait partie des innovations du mouvement ivoirien sur la nécessité de la qualité de la formation des acteurs.

À en croire les initiateurs de la rencontre de Grand-Bassam, au sortir des travaux, les participants devront être capables, d'une part, de maîtriser le fonctionnement d'un conseil d'administration d'un organisme de protection sociale et, d'autre part, ils disposeront d'une référence des pratiques du rôle d'administrateur dans la gestion des performances d'un Ops selon les normes de la Cipres. ■

MARC YEVOU

Abidjan fait bloc contre sa progression



Le ministre Alain-Richard Donwahi a participé activement à la deuxième édition de Sport en folie. (PHOTO: D. R)

Sensibiliser le grand public au diabète chez l'enfant et à sa prise en charge ; mobiliser des fonds pour mener des opérations de donation et de dépistage du diabète ; encourager le dépistage volontaire ; présenter des méthodes de lutte accessibles à toutes les couches socioéconomiques, etc. Tels sont, entre autres, les principaux objectifs que visait la deuxième édition de l'événement *Sport en folie*, qui s'est tenue durant toute la journée du 17 août, à

l'Ivoire Golf Club sis à la Riviera Golf. Pour cette édition, parrainée par le ministre des Eaux et Forêts, Alain-Richard Donwahi, ce sont plus de 1500 participants qui ont été enregistrés selon Hermann Aman, le chef de la communication de la fondation *Célia Assié Coulibaly Aman* qui organise l'événement. Pour le parrain, « le sport reste un moyen de lutte contre le diabète. Il est accessible à tous et quel que soit l'âge. ». Le taux de prévalence du diabète en Côte d'Ivoire,

selon le Programme national de lutte contre les maladies métaboliques, est de 6,2% soit plus de 700 000 personnes atteintes. Un taux de prévalence nationale qui, selon le ministre Donwahi, démontre que le diabète est un vrai problème de santé. Au niveau mondial, les statistiques sont toutes aussi effrayantes. L'Organisation mondiale de la santé (Oms) indique, pour sa part, que d'ici 2030, le diabète sera la 7^e cause de décès dans le monde.

« Cependant, nous pouvons freiner cette maladie, voire l'éradiquer. Nous devons y faire face avec fermeté », recommande Alain-Richard Donwahi, au cours de ce panel dont le thème principal de l'édition est : « Ensemble pour lutter contre le diabète chez l'enfant ». Il a profité de l'occasion pour lancer un appel : « nous devons encourager le dépistage du diabète autour de nous et participer effectivement à la réalisation de ces opérations dans les zones à fortes densités de populations démunies, en donnant les moyens de se procurer le matériel. Notre contribution matérielle et financière est nécessaire et primordiale ». ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Concours de mathématiques et de français

Future Africa récompense ses lauréats

La Fondation "Future Africa" a récompensé, le 17 août, à Cocody, les lauréats de la 5^e édition de son traditionnel concours de mathématiques et français. Avec une moyenne de 19,32, l'élève Eunice Assouman du groupe scolaire Cité des arts s'est hissée à la tête du classement. Le concours s'est déroulé le 15 juin. Il a mis en compétition 7 groupes scolaires de Cocody. Ceux des quartiers Cité des arts, Attoban, Aghien, Les perles, Anono, Akouédo Camp

et le groupe scolaire municipalité. La lauréate a reçu une bourse d'études annuelle d'une valeur de 350 000 francs. Quant aux trois meilleurs de chaque établissement, ils ont reçu chacun une tablette éducative. Pour Charles Kié, président de la fondation, ces prix sont une source de motivation supplémentaire pour ces élèves, afin « qu'ils deviennent des modèles pour la jeunesse ». La fondation Future Africa a été créée en 2013. Elle a pour objectifs de contribuer à l'éveil

des populations sur les questions environnementales et à l'amélioration du milieu de vie. Elle œuvre aussi à l'éducation des enfants des couches les plus défavorisées et à la promotion de l'excellence en milieu scolaire. La fondation a initié de nombreuses actions depuis sa création. On peut citer, entre autres, la distribution de kits scolaires, la prise en charge de nombreux élèves et la réhabilitation de salles de classe. ■

DRAMOUS YÉTI

Éducation nationale / Bakayoko-Ly Ramata aux enseignants contractuels “ Ayez des comportements exemplaires ”

La ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a procédé hier, au Lycée classique d'Abidjan, au lancement officiel des stages.



Au nom du chef du gouvernement, la ministre Bakayoko-Ly Ramata a recommandé aux stagiaires de suivre avec assiduité les cours de renforcement des capacités. (PHOTO: D.R)

stratégies pour obtenir un meilleur encadrement et un recyclage des enseignants », a assuré le formateur. Le recrutement exceptionnel

d'enseignants s'inscrit dans le cadre du Programme social du Gouvernement 2019-2020. Qui traduit la volonté du Président de la République, Alas-

sane Ouattara, d'intensifier l'action sociale du gouvernement. ■

ISABELLE SOMIAN

Université Senghor en Égypte La Côte d'Ivoire, major des majors de la 16^e promotion



Les nouveaux experts ivoiriens après la cérémonie de remise de diplômes à Alexandrie en Égypte. (PHOTO: D.R)

es enfants imitent. Vos comportements doivent être exemplaires ; forcez le respect ! Car votre responsabilité est grande, au nom du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et de Mme Kandia Camara, ministre en charge de l'Éducation nationale. C'était, hier, au Lycée classique à Cocody, au lancement officiel du stage des enseignants contractuels. Elle a recommandé à ceux-ci de suivre avec assiduité ces cours de renforcement des capacités. La ministre Bakayoko-Ly Ramata a évoqué l'intérêt porté par le Chef de l'État, Alassane Ouattara à l'éducation de qualité. « Je voudrais remercier le Président de la République pour sa vision : celle d'avoir

des élèves qui reçoivent une éducation de qualité. Ainsi, les enfants que nous formons seront des adultes de demain qui auront la capacité de relever les défis de notre société. Silué, directeur de la pédagogie de la formation continue, cette formation de renforcement des capacités, profite à 10300 enseignants recrutés et s'étend sur une durée de deux mois. Mais elle sera reconduite, pour être plus complète, pendant la période de la fête de Noël, pour les enseignants des lycées et collèges. « C'est une formation de soixante (60) jours francs. Pour le primaire, cette formation sera achevée avant la rentrée. C'est-à-dire, au-delà de la mi-octobre. Pour le secondaire, cela est un peu plus compli-

qué, la demande est plus forte. C'est donc 45 jours francs de formation pour commencer. Cette première étape sera reconduite au second semestre pour accroître le quantum d'exposition à la formation », a-t-il précisé. « Le gouvernement a recruté, la Primature a supervisé et notre rôle est de former », a-t-il ajouté. « Nous sommes là pour renforcer les capacités des futurs enseignants. Nous allons commencer avec le français qui est la matière de base. Toute une année ne suffirait pas à renforcer les capacités. Mais en tant que professionnels, nous avons comme mission non seulement de donner le contenu (programme) mais en même temps de montrer des

Le Prix du major des majors de la 16^e promotion baptisée promotion Hamani Diori à l'Université Senghor, à Alexandrie en Égypte, a été décerné à l'ivoirienne Francke-Lina Youan qui, avec ces 13 compatriotes ont levé haut le drapeau de la Côte d'Ivoire le mois dernier lors de la cérémonie officielle de remise des diplômes patronnée par son excellence monsieur Abdel Fattah Al Sissi président de la République Arabe d'Égypte et parrain de la cérémonie. Ce sont 14 diplômés ivoiriens aux côtés de 22 nationalités francophones réunies qui ont vu leurs travaux de recherche scientifique récompensés. Le deuxième prix de l'intégration de l'université Senghor est revenu à l'ivoirien Christian Guéhi aux côtés de l'Haiti, premier prix et le Bénin troisième prix. L'invité d'honneur Mme Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale en exercice de la Francophonie a félicité tous ces auditeurs devenus experts respectivement en management de projets, gouvernance et management public, gestion de l'environnement, gestion des aires protégées, gestion du patri-

moine culturel, gestion des industries culturelles, communication et médias, santé internationale et politiques nutritionnelles. Elle a souhaité voir à l'œuvre ces experts sur le terrain. « Chers diplômés... C'est pour vous que je suis là... Je voudrais vous dire combien je suis heureuse de cette rencontre... votre enthousiasme, votre talent, votre joie de vivre, ce sont là vraiment les meilleures réalisations de cette Francophonie de terrain, cette Francophonie jeune, cette Francophonie décompressée que je souhaite voir à l'œuvre », a-t-elle indiqué. L'Université Senghor est l'un des quatre opérateurs de la Francophonie. Rappelons que ces diplômés en 2017, ont été retenus à la suite d'un concours très sélectif. « Nous ambitionnons aujourd'hui en tant qu'experts de nos expertises et projets les mettre au profit du développement et de l'émergence de la Côte d'Ivoire. Nous attendons qu'on nous donne l'opportunité de le faire », a souhaité Christian Guéhi, expert en Communication et médias et diplômé. Créée en 1989 au Sommet des Chefs d'État et de

gouvernements ayant le français en partage, l'université Senghor est une institution de 3^e cycle dont la vocation est de former et de perfectionner des cadres africains et d'orienter leurs aptitudes vers l'action et l'exercice des responsabilités dans certains domaines prioritaires pour le développement. Elle est un pôle d'échanges et de rencontres dans l'espace francophone en organisant des colloques, séminaires et conférences, et en collaborant notamment avec les autres opérateurs et institutions de la Francophonie. L'université Senghor propose un Master en Développement, de type Master professionnel. Le choix du niveau Master professionnel montre l'ambition de l'université pour délivrer un diplôme reconnu internationalement et compatible avec les différentes réformes de type « LMD » et garantir la qualité de la formation selon les exigences internationales, en particulier celles du CAMES. ■

M. YEVOU

SOURCE : CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

Coup d'œil

PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING. Une rencontre dite de dialogue intergénérationnel entre les jeunes Africains de 15 à 24 ans et d'autres plus âgés a eu lieu récemment à Abidjan. Cette initiative de Onu Femmes, en collaboration avec ses partenaires Oxtam International et Onu Cea, visait à s'assurer de l'appropriation par les jeunes de la déclaration et du Programme d'action de Beijing. Et les engager à militer pour l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes et des filles. En effet, en 1995, une déclaration et un programme d'action ont été adoptés à Beijing en Chine, lors de la 4^e conférence sur les femmes. Dont les résultats des travaux se consacraient à la marginalisation de la femme. L'année 2020 marquant le 25^e anniversaire de cette déclaration, il fallait s'arrêter pour recueillir les avis de la jeune génération. Au terme des travaux, les participants devaient être capables d'identifier les mécanismes qui doivent être améliorés, s'il y en a,

pour assurer la participation significative des jeunes à la réalisation des objectifs de Beijing.

CARAVANE CHRÉTIENS ET MUSULMANS. Le Pape Benoît XVI a accordé, au Vatican, une audience au couturier Pathé Ouédraogo dit Pathé'O et à Boli Aimé Narcisse, président du conseil d'administration de la Fondation interreligieuse pour la paix en Afrique (Fipa). Pour le dernier nommé, en recevant un musulman (Pathé'O) et lui-même chrétien catholique, le Pape posait ainsi un acte fort à perpétuer. D'où la rencontre interreligieuse que Boli Aimé Narcisse a organisée récemment à la grande mosquée du Plateau. Qui a accouché l'idée d'une caravane de la paix à travers le pays et encouragée par l'imam Cissé Djiguiba. L'homme de Dieu affiche toute sa disponibilité à accompagner le projet, pour que chrétiens et musulmans soient des ambassadeurs de la paix en Côte d'Ivoire. ■

Salon africain de l'entrepreneuriat (Safe 2019) Un millier de jeunes créateurs d'emplois formés

La deuxième édition du Salon africain de l'entrepreneuriat a été organisée à l'université Félix Houphouët-Boigny.

Le Salon africain de l'entrepreneuriat (Safe 2019) a lieu du 8 au 10 août, à l'université Félix Houphouët-Boigny de Côté d'Ivoire, autour du thème : « Jeunesse et entrepreneuriat : outils, stratégies et enjeux ».

À en croire Mohamed Fofana, commissaire général de l'événement qui en était à sa deuxième édition, ce sont environ 1000 jeunes étudiants, entrepreneurs et porteurs de projets qui ont été enregistrés durant les 72 heures qu'ont duré les travaux.

« La jeunesse ivoirienne a besoin d'être formée et accompagnée en matière d'entrepreneuriat. Vu que la volonté des jeunes à entreprendre est bien manifeste, nous avons décidé de contribuer à combler le manque de formation afin que ces jeunes qui entreprendront réussissent et qu'ils aient tous les outils nécessaires afin qu'ils deviennent des champions et de grands pourvoyeurs d'emplois. Pour cette deuxième édition, ce sont



Les membres du comité d'organisation et les représentants des institutions partenaires après la cérémonie de clôture. (PHOTOS.DR)

un peu plus de 1000 jeunes qui ont été enregistrés », a expliqué Mohamed Fofana, à l'issue des travaux.

Selon lui, le Safe 2019 veut contribuer à une bonne mise en œuvre de la Politique sociale du gouvernement lancée cette année. Dans le cadre de cette politique sociale, il est question notamment de créer 500 000 emplois pour les jeunes.

Mais pour Mohamed Fofana, le plus difficile n'est pas de créer des emplois ou des activités pour les jeunes, mais c'est sur-

tout de les pérenniser. C'est pourquoi les participants ont été formés à travers des ateliers, des panels et des conférences de haut niveau relatifs à l'écosystème de l'entrepreneuriat avec pour objectif de faire d'eux de bons entrepreneurs. Le Safe 2019 a offert l'occasion d'aborder en long et en large plusieurs thèmes de formation portant sur les différents aspects de la création et la gestion d'une entreprise, mais également des conférences avec des business modèles sur des thèmes particuliers.

Notamment l'immigration clandestine avec l'artiste international Mory le Molare qui a partagé son expérience avec les jeunes, les dissuadant de se lancer dans l'aventure clandestine.

L'Agence Côte d'Ivoire Pme était la structure étatique invitée d'honneur cette année. Ses représentants ont eu l'occasion de montrer aux participants la politique du gouvernement mise en œuvre dans le sens de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Synasodefor Brahima Diomandé réélu



Le Syndicat national des agents de la société de développement des forêts (Synasodefor) a tenu, le 16 août, au siège de l'Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (Ugtci) sis à la Bourse du travail à Treichville, son troisième congrès ordinaire. Un congrès qui a vu la réélection par acclamation de Brahima Diomandé, à la tête du syndicat depuis 2012. Comptant environ 200 membres, le Synasodefor est le syndicat le plus ancien et le plus grand de la Sodefor. Selon son secrétaire général, le syndicat est formellement inscrit dans une démarche participative privilégiant la négociation avec les responsables de la structure. D'ailleurs, le thème du congrès était : « Syndicalisme responsable, quel

Synasodefor 20 ans après ? ». Un choix thématique qui traduit clairement la volonté du syndicat à toujours travailler à être une force de proposition dans le sens du développement de la Sodefor, à l'aune des attentes de plus en plus grandes du gouvernement.

La Sodefor est le bras opérationnel du ministère des Eaux et Forêts en ce qui concerne la protection et le développement des ressources forestières. Le défi de la protection des forêts est plus que jamais important dans un contexte où le pays doit inverser la tendance de la dégradation de son couvert forestier. En un demi-siècle, le couvert forestier ivoirien est passé de 16 millions d'hectares à moins de trois millions aujourd'hui.

F. ÉHOUMAN



UMOA-Titres
Bâti sur un Marché Intégré des Titres Publics



AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 20/08/19

L'AGENCE UMOA-Titres ET LE TRÉSOR DE CÔTE D'IVOIRE portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession de bons du Trésor dont les termes sont les suivants:

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 25 000 MILLIONS DE FCFA
VALEUR NOMINALE UNITAIRE	: 1 MILLION DE FCFA
DURÉE	: 91 JOURS
TAUX D'INTÉRÊT	: MULTIPLES
DATE DE VALEUR	: MERCREDI 21 AOUT 2019
ECHÉANCE	: MARDI 19 NOVEMBRE 2019



25% DU MONTANT MIS EN ADJUDICATION SONT OFFERTS SOUS FORME D'OFFRES NON COMPÉTITIVES (ONC) AUX SPÉCIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR (SVT) HABILITÉS DE L'ÉMETTEUR RÉGI PAR LE RÈGLEMENT N°06/2013/CM/UMEOA SUR LES BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR VOIE D'ADJUDICATION AVEC LE CONCOURS DE L'AGENCE UMOA-TITRES.

--- DÉPÔT DES SOUMISSIONS ---

Date : Mardi 20 août 2019 à 10h30mn TU (Heure limite)

Les offres seront reçues à travers l'application SAGETIL-UMOA

Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance.
Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

Le Directeur de l'Agence UMOA-Titres
M. Adrien DIOUF

Dakar, le 13 août 2019

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique de la République de Côte d'Ivoire
M. Konan Jacques ASSAHORE

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, merci de contacter l'Agence UMOA-Titres : email : adjudications@umoaTitres.org/ Tél : +221 33 839 10 10 / Fax : +221 33 839 45 57

L'INTER N°6342 DU MARDI 20 AOÛT 2019

POUR SES INITIATIVES EN FAVEUR DE
L'ASSAINISSEMENT URBAIN
**Cissé Baongo lauréat du Prix
africain de développement 2019**

Mariotti hotel de Kigali (Rwanda) abritera la 14^e édition du Prix africain de développement (Padev), du 30 août au 2 septembre 2019. Organisé par la Fondation 225, pour 15 pays d'Afrique, d'Europe et des États-Unis, cet événement comptera parmi les récipiendaires, le maire de la commune de Koumassi (Abidjan-Côte d'Ivoire), Cissé Ibrahim dit Baongo, qui a été récemment lauréat du prix national d'excellence de la lutte contre le désordre urbain.

Il doit cette autre reconnaissance à ses actions en faveur de l'assainissement de sa commune qui se traduisent par le déguerpissement des occupants anarchiques des voies et autres domaines publics, le curage des caniveaux, l'embellissement de sites stratégiques, l'élargissement des voies, etc.

Les lauréats recevront chacun le prix des meilleurs maires atri-



Cissé Ibrahim Baongo recevra un trophée à Kigali (Photo : DR)

cains Top 100, le Prix africain du mérite et de l'excellence, le Prix Apollinaire Compaoré des jeunes entrepreneurs et le Grand prix africain du développement. Koffi Kouadio, président de la Fondation 225 (organisation humanitaire non gouvernementale) qui

livrait l'information à la presse, le samedi 3 août 2019, à Abidjan-Marcory, a souligné qu'il s'agit d'organiser à Kigali, en une seule édition, quatre prix auparavant étalés sur l'année. «Mais cette année, nous avons décidé d'envoyer toutes ces personnalités au Rwanda. Il y aura un forum B2B, un dîner-gala et une visite touris-

tique. Il faut souligner que le Padev est le plateau le plus prestigieux qui célèbre les hommes et les femmes qui bâtissent l'Afrique au quotidien», a-t-il relevé.

En dehors de Cissé Ibrahim, 37 autres lauréats ivoiriens recevront des trophées et diplômes dont le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, les ministres de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté Mariatorou Koné, du Tourisme Slandou Fofana, des Eaux et Forêts Alain Richard Donwahi, les maires Hamed Bakayoko (Abobo) et François Amichia (Treichville) ; les maires de Mayo Mme Donwahi Baftan Laure, de Bingerville Doumbia Yssouf, de Man Fofana Aboubacar, de Gbon Touré Alpha Yaya ; de l'opérateur économique Fabrice Sawegnon.

E.L.

**SANS
PASSION**

Lavons le linge sale en famille !

C'est officiel, la coalition de l'opposition ivoirienne dirigée par le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci), a de nouveau saisi la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (Cadhp) sur la question de la Commission électorale indépendante (Cei). Nous retournons ainsi chez le voisin, disons sur la place publique, et pour la deuxième fois, pour exposer encore nos différends, les mêmes qu'hier. Mais surtout pour dire au monde entier notre incapacité à les résoudre en appliquant, notamment, les solutions prescrites par ce médiateur. Tels de grands enfants capricieux et incapables de s'entendre et qui s'en remettent à un tuteur. Cette situation appelle deux constats.

Le premier, et nous sommes tous d'accord, c'est que le linge sale se lave en famille. En d'autres termes, nos problèmes doivent absolument trouver des solutions à travers des discussions sincères et franches en interne. Ce que nous n'avons pas pu faire concernant la réforme de la Cei.

Le second, c'est que la Cadhp a été instituée pour connaître aussi des problèmes comme celui qui oppose les acteurs politiques ivoiriens sur la Cei. Il

est donc normal et logique que cette Cour soit saisie. L'Apdh l'a fait le 12 juillet 2014. Elle a rendu son jugement le 18 novembre 2016, et fait des recommandations pour le règlement de la crise. Rien n'y fit. Que peut-elle faire d'autre ? Cette Cour a-t-elle les moyens de contraindre l'État de Côte d'Ivoire à agir selon ses recommandations ? Ses décisions ont-elles force exécutoire ? Si oui, pourquoi n'ont-elles pas été appliquées la première fois ? En définitive, la Cadhp peut-elle résoudre le problème ivoirien ?

Cela pose de façon claire et indubitable la responsabilité des acteurs politiques ivoiriens dans le règlement des mésentendus sur des questions d'intérêt national. Tout comme celle des guides religieux, des chefs traditionnels et coutumiers, des organisations de défense des droits de l'Homme, qui sont pourtant bien présentes et bien structurées en Côte d'Ivoire. Sans oublier des institutions telle que la Grande médiation, la Haute autorité de la bonne gouvernance, la Grande chancellerie. Tout un aérogage capable de se retrouver et trouver une solution consensuelle à la question cruciale de la Cei. Lavons donc le linge sale en famille, plutôt que de l'exposer encore dehors. Cela est d'autant plus important que la Côte d'Ivoire se retève à peine d'une meurtrière crise post-électorale ponctuée par 3000 morts IVOIRIENS. Ne nous voilons pas la face, quand ça commence, ce sont en effet les ivoiriens qui souffrent, les autres s'émotionnent, quand d'autres encore en profitent pour faire du business.

Hamadou ZIAO

FORMATION ET MISE EN EMPLOI DES JEUNES

**Un appel à candidature
ouvert pour 2000 jeunes**

Les conditions pour postuler

Le Bureau de coordination des programmes emploi (Bcp-e) a signé une convention avec l'Agence emploi jeunes pour mettre en œuvre des Formations de reconversion et de requalification (Frr) à l'endroit des jeunes demandeurs d'emploi. Dans un communiqué dont L'inter a reçu copie le lundi 19 août 2019, il est indiqué que ces formations de courtes durées visent à former 2000 demandeurs en fonction des besoins du marché du travail. Ce programme mettra également ces jeunes en stage en entreprise. Cela, en vue d'améliorer leur employabilité. De plus, ces formations seront adaptées aux profils des demandeurs d'emploi et elles prendront en compte les besoins en compétence des entreprises.



Mamadou Touré, ministre de la promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, multiplie les initiatives en vue de l'amélioration de l'employabilité des jeunes. (Ph : DR)

Les Frr sont destinées aux personnes âgées de 18 à 35 ans. Les candidatures sont reçues jusqu'au 31 août

2019 et les dossiers de candidatures sont soumis via le site internet de l'Agence emploi jeunes (www.emploi-jeunes.ci). Les intéressés sont aussi invités à se rendre dans une agence ou dans un guichet emploi pour retirer et renseigner le formulaire de candidature.

Faut-il le souligner, les candidats inscrits seront convoqués pour effectuer des tests de sélection. Ces tests porteront sur les connaissances de base de la formation choisie et/ou un entretien avec un jury. Les candidats retenus débiteront leur formation en septembre 2019.

Chadon ABE
(stagiaire)

INVESTISSEMENTS EUROPÉENS

Plus de 114 milliards de fca engagés en Côte d'Ivoire

Comment la Banque européenne opère dans le pays Les secteurs clés financés

Dans sa coopération avec la Côte d'Ivoire, l'Union européenne (Ue) a à ses côtés la Banque européenne d'investissement (Bei) qui intervient dans le financement de projets structurants mis en œuvre dans le pays. Très active en Côte d'Ivoire, la Bei depuis la fin de crise militaro-politique, en 2012, a vu son portefeuille s'élever à un peu plus de 175 milliards d'euros (un peu plus de 114,7 milliards fca).

La Bei, selon des confidences de Bruxelles (lundi 27 mai 2019), intervient dans presque tous les secteurs d'activité. De l'agriculture à l'énergie en passant par les services, les transports, l'industrie, la santé, l'assainissement, etc., les interventions sont multiples et diversifiées.



L'ambassadeur de l'Ue en Côte d'Ivoire, Josbt von Kirchmann est déterminé à rendre concrète la nouvelle alliance Europe-Afrique. (Ph. : DR)

Dans les négociations en cours entre Côte d'Ivoire, il est prévu le financement d'un important projet de production d'énergie

solaire, ainsi que des interventions dans l'assainissement et les transports. La Banque européenne appuie également le

secteur du cacao. «En tant que banque publique, on ne finance jamais un projet en entier».

On attire des investisseurs qui prennent le relais», a-t-on appris de source officielle. En pratique, dans son soutien au développement du secteur privé (Pme, start-up, micro-entreprises, etc.), la Banque européenne d'investissement ne traite pas directement avec les entreprises. Elle travaille au contraire avec les banques locales.

Dans le cadre de la nouvelle alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, les interventions de la Bei sont fortement sollicitées. Puisque c'est au bas mot, 44 milliards d'euros (plus de 28 862 milliards de fca) de financement qui sont attendus dans le cadre d'investissements à effet de levier d'ici à 2020 à travers le plan d'investissement extérieur de l'Ue (2018-2020).

En effet, ce plan d'investissement fournit un cadre pour améliorer les investissements en Afrique et dans le voisinage européen. Il soutient des instruments financiers innovants tels que les garanties européennes pour stimuler l'investissement privé. Il se concentre également sur un certain nombre de domaines prioritaires tels que l'énergie propre et renouvelable et la connectivité ; le financement des micros, petites et moyennes entreprises ; l'agriculture, les entrepreneurs ruraux et l'agro-industrie ; les villes durables ; et le passage au numérique en vue d'un développement inclusif. Les investissements dans le cadre de l'alliance, faut-il le rappeler, créent jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique sur les cinq années concernées.

Élysée LATH
Élysée LATH

TRÉSOR PUBLIC

L'Association des régisseurs de recette change de tête

L'Association des régisseurs de recette et/ou d'avance de Côte d'Ivoire (Arra-Ci) a tenu du 9 au 10 août 2019 à Yamoussoukro, une Assemblée générale ordinaire électorale couplée d'une formation qui avait pour thème : « La contribution des régisseurs dans le processus de la certification globale du Trésor public ». Ces assises dont l'objectif principal était le renouvellement des organes dirigeants, ont vu l'élection par acclamation de Coulibaly Yacouba, inspecteur du trésor, régisseur auprès du cabinet du ministre de la Culture et de la Francophonie et les trois commissaires aux comptes qui sont Kouamé Akissi Fulgencine, Yapo Simplice et Yali Bi. C'était en présence de Kanté Karim, trésorier général de Yamoussoukro, représentant le directeur général du trésor et de la comptabilité publique. Coulibaly Yacouba prend ainsi les rênes de l'Arra-Ci pour un mandat de trois ans, en remplacement de Guéa Dro Paul, administrateur des services financiers, promu au poste de fondé de pouvoirs à la trésorerie générale de Dabou. Le nouveau président de l'Arra-Ci s'est dit heureux de la confiance placée en lui par ses pairs. Il a exprimé sa reconnaissance à son prédécesseur et au bureau exécutif sortant dont il était le secré-



Les régisseurs de recette sont venus nombreux participer à cette assemblée générale de Yamoussoukro (Ph. : DR)

taire général, pour le travail abattu. Avant l'élection, les régisseurs qui ont effectué nombreux déplacements, ont procédé au toilettage des textes de leur association et approuvé le bilan de trois années de gestion dressé par Guéa Dro Paul et son équipe. Lequel bilan met en lumière, l'accroissement de l'effectif des membres, passant de 105 en 2016 à 200 membres aujourd'hui, l'organisation des séminaires de formation et les démarches effectuées en faveur d'une quinzaine de régisseurs pour la régularisation de leur situation. Le président sortant a saisi l'occasion pour traduire sa gratitude à la direction générale du trésor et de la comptabilité publique pour son soutien indéfectible à

l'Arra-Ci. Développant le thème de cette 3e assemblée générale, Gnomblérou Arthur, sous-directeur de l'audit qualité et de l'écoute client à la direction de la qualité et de la normalisation, s'est appuyé sur l'objectif et les enjeux que représente la certification des services pour le trésor public. Dans cette dynamique, il a invité les régisseurs à s'approprier le référentiel des engagements de service de la Dgicp, en faisant en sorte que toutes les activités à mener soient toujours dans le respect des règles établies à cet effet.

Franck SOUHONE avec Sercom

SAKASSOU / DÉVELOPPEMENT LOCAL
La Mudessan propose une nouvelle approche

«Etat a trop à faire. Nous devons compter sur nous-mêmes pour répondre à ces défis liés au développement de notre village», a exhorté Yoboué Kouamé, président de la Mutuelle pour le développement social et économique d'Assandré (Mudessan). Il a proposé cette nouvelle approche pour le développement de sa localité, jeudi 15 août 2019, en marge du lancement des premières journées socio-culturelles à Assandré, un village situé à une dizaine de kilomètres de Sakassou. Yoboué Kouamé a indiqué que ces journées ont pour but de redonner confiance aux jeunes, tout en leur permettant de s'exprimer librement. De plus, il a affirmé que ces retrouvailles témoignent de l'engagement de la Mudessan envers les jeunes de Sakassou.

Le président de la Mudessan a saisi l'occasion pour lancer un message à tous les parents d'Assandré : «le développement n'est pas seulement à Abidjan, mais il est aussi local. Nous entendons réaliser par nos modestes moyens quelque chose de durable pour vous».

Ce cadre des impôts a égale-

ment promis de poser la première pierre d'un foyer polyvalent pour la formation des jeunes filles aux métiers de la couture, la coiffure etc. Selon lui, de nombreuses filles sans aucune formation sont obligées de s'adonner à des pratiques immorales et sont livrées à elles-mêmes. «Ce foyer polyvalent permettra à ces jeunes filles d'apprendre un métier et de pouvoir assister leurs enfants ainsi que leurs familles», a-t-il expliqué.

Konan Richmond Stéphane, président du comité d'organisation des journées socioculturelles, a quant à lui, traduit sa joie de voir l'engouement et l'intérêt des populations pour cette première édition. «Le bilan est positif, nous sommes fiers de l'unité et de la cohésion manifestées par les fils et filles d'Assandré», a-t-il témoigné. Faut-il le noter, ces premières journées socioculturelles à Assandré ont débuté le lundi 12 août 2019. Elles ont été meublées par un tournoi de maracana, des prestations artistiques, des danses traditionnelles, etc.

Simon DEBAMELA,
Correspondant Régional

BOULEVARD DE LA PAIX Le pipeline déplacé

Voici la raison



Le déplacement du pipeline a été fait avec succès, reste à refermer la fente. (Photo : E.L.)

Le boulevard de la Paix a été rétréci au niveau du tronçon Boribana - hôtel Sebroko, depuis près d'une semaine. La raison, les ingénieurs en charge de la construction du 4e pont d'Abidjan devant relier les communes

de Yopougon - Attécoubé - Adjamé - Plateau, procèdent à des aménagements sur ce tronçon. De passage, hier lundi 19 août 2019, sur le site en chantier, notre équipe de reportage a été informée que le pipeline (oléoduc) servant de

canal pour le transport des produits pétroliers d'Abidjan à Ferkessedougou en passant par Yamoussoukro et Bouaké, a été légèrement déplacé.

En effet, selon un responsable du chantier avec qui nous avons échangé, c'est le dépla-

cement de ce réseau souterrain qui a occasionné le rétrécissement de la voie, provoquant des embouteillages monstres de ce côté-ci d'Abidjan aux heures de grande affluence. A en croire ses explications, le positionnement antérieur de l'oléoduc est dans l'emprise du 4e pont. Pour être plus précis, il a fait savoir que les pieux du 4e pont "tombent directement" sur le pipeline dans sa position originale.

Dans le but de faciliter l'exécution du projet, les équipes sur place n'avaient donc pas d'autres choix que de procéder au déplacement de l'oléoduc pour le ramener un peu plus au centre de la voie actuelle. «Nous avons déjà fini à ce niveau (côté Boribana, Ndlr). Il reste une petite partie sur quelques mètres au niveau des feux tricolores», a-t-on appris de source sûre.

Mais pour l'heure, les désagréments aux automobilistes devraient se poursuivre, le temps pour les ingénieurs de recevoir tout le matériel qu'il leur faut pour protéger le tube et recouvrir l'ouverture qui a été faite sur ce boulevard pour raison de travaux, a-t-on été instruit. Cette opération ne devrait

durer qu'une semaine au maximum, selon les confidences recueillies sur place.

Pour rappel, les travaux de construction du pipeline devant faciliter l'approvisionnement des zones de l'intérieur du pays en produits pétroliers ont été lancés le 20 septembre 2007 par Laurent Gbagbo, alors président de la République de Côte d'Ivoire. La première phase, Abidjan - Bouaké via Yamoussoukro, est longue de 385 km et la seconde, Bouaké - Ferkessedougou (240 km), devra quant à elle être prolongée jusqu'à Ouagadougou (Burkina Faso). Cet oléoduc a été mis en exploitation (inauguré) par le président Alassane Ouattara le 29 juillet 2013, à partir du site de la Société de gestion des stocks pétroliers de Côte d'Ivoire (Gestoci) à Yamoussoukro (route de Bouafé). Il permet de transporter quatre millions de litres de produits pétroliers par jour, soit l'équivalent de 130 camions citernes. Quant au 4e pont, les travaux ont été lancés le 30 juillet 2018 et dureront 26 mois. L'ouvrage devrait donc être livré fin août 2020.

Elysée LATH

CONSERVATION DE PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION 108 entrepôts en construction pour le stockage des noix de cajou

Des infrastructures similaires attendues pour le café-cacao, palmier à huile, etc.

L'Autorité de régulation du système de récépissés d'entreposage (Arre) et le groupe chinois Tbea ont procédé à la signature d'un contrat commercial le vendredi 16 août 2019, à Abidjan-Plateau. Ce contrat porte sur la construction de 108 entrepôts modernes de traitement et de stockage de noix brute de cajou dans les sept zones de production du pays, à la charge de la multinationale chinoise. Le coût du projet, 157 milliards de fca. Ces infrastructures vont être réalisées dans un délai de trois ans.

Justin Koffi, directeur général de l'Arre a indiqué à l'occasion que l'acte de signature marque une avancée remarquable

dans la mise en place du projet. Car, cela intervient moins de deux mois après la signature de l'accord cadre entre l'Arre et Tbea (le 27 juin 2019 à Changsha en Chine).

Il a fait savoir que le Système de récépissés d'entreposage (Sre) a été identifié comme l'un des outils devant faciliter l'accès à des prêts bancaires à court terme pour les acteurs des secteurs agricoles et agro-industriels. Justin Koffi a ajouté que le Sre est également un moyen de garantir aux unités de transformation agricole, un approvisionnement continu en matières premières tout au long de l'année, tout en assurant une bonne conservation de ces matières premières grâce à un stockage approprié dans

des entrepôts agréés. «Outre l'objectif de faciliter l'accès au financement pour les agriculteurs, le Sre facilite l'accès au financement d'autres acteurs des différentes chaînes de valeur du secteur agro-industriel», a indiqué le Dg de l'Arre. Pour cela, Justin Koffi a invité les opérateurs économiques chinois à orienter également leurs projets d'investissement dans la construction d'infrastructures similaires, mais cette fois, pour le stockage des productions de café-cacao, de palmier à huile et d'hévéa. Mais aussi, pour les produits vivriers et les produits frais qui font appel à des entrepôts réfrigérés.

Pour sa part, le Président-directeur général (PdG) de Tbea,

Zhong Yanmin, a noté que la construction de ces 108 entrepôts encouragera la commercialisation et l'approvisionnement continu des produits agricoles de haute qualité. Il a aussi donné les assurances à la partie ivoirienne de ce que ce projet

va accélérer le développement socio-économique du pays, améliorer les moyens de subsistance des populations et donner un coup d'accélérateur à la vision stratégique du gouvernement de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020.

Touré Baba, représentant le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la promotion des Pme à cette cérémonie, a traduit la satisfaction du gouvernement pour la signature de ce protocole qui est à ses yeux, «un acte fort qui marque une nouvelle ère» dans la commercialisation des produits agricoles en Côte d'Ivoire.

E. LATH

ERRATUM

Dans notre parution du lundi 19 août 2019, précisément dans le texte paru en page 7 et intitulé comme suit : «Fiscalisation des entreprises : Le secteur des télécoms sollicite une baisse de la pression fiscale», une erreur nous a fait écrire «Mme Gertrude Koné Kouassi, secrétaire exécutive de l'Unetel». Il fallait plutôt lire «Mme Gertrude Koné Kouassi, directrice exécutive de l'Unetel». Toutes nos excuses pour les désagréments causés aux personnes concernées.

La Rédaction

DÉBUT DE STAGE DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS Ramata Ly-Bakayoko (représentant la ministre Kandia Camara)

"Votre responsabilité est grande"

10 300 enseignants contractuels, à savoir 5.300 du primaire ; 3000 du collège et 2000 du lycée ont entamé hier lundi 19 août 2019 à Abidjan-Cocody, précisément au lycée classique, le stage d'accompagnement à la prise de fonction. Ces enseignants contractuels ont été admis au concours de recrutement organisé dans le cadre de la politique sociale du gouvernement (Ps-gouv) session 2019. Le lycée classique d'Abidjan reçoit les enseignants stagiaires des disciplines de lettres modernes (Français), Histoire-Géographie et Education aux droits de l'Homme et à la citoyenneté (Edhc).
Ramata Ly-Bakayoko, ministre de la Femme, de la famille et de

conditions de vie des populations. Elle les a exhortés à suivre avec assiduité les cours qui leur

seront dispensés par les formateurs outillés et expérimentés. «Vous avez été les meilleurs

pour avoir été sélectionnés. Donnez le meilleur de vous pour qu'on vous donne de l'impor-

tance», a-t-elle préconisé. Assoumou Kabran, directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale a précisé que le stage se tient dans les seize Centres d'animation et de formation pédagogique (Cafop) sur l'étendue du territoire national.
Landry BEUGRE (stg)



Le professeur Ramata Ly-Bakayoko a invité les enseignants contractuels à être des modèles et des exemples partout où ils se trouvent
(ph : DRI)

L'enfant représentant la ministre Kandia Camara de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a procédé au lancement de la formation qui va durer deux mois. «Vous avez été recrutés de façon rigoureuse et objective. Votre responsabilité est grande. L'objectif permet à nos enfants d'avoir une formation de qualité», a conseillé Professeur Ramata Ly-Bakayoko aux futurs enseignants. Elle a indiqué que l'école, c'est une famille et l'enseignant doit être un modèle. La ministre a précisé que «ce programme mis en place par le gouvernement sous l'autorité du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Il comprend cinq axes (la santé, l'éducation, l'emploi des jeunes et des femmes, des services sociaux de base et la sécurité alimentaire), afin d'améliorer les

Orange Business

Un grand pas pour ma petite entreprise

Flotte Mobile Start Plus

Développez plus rapidement votre business avec la flotte Start Plus d'Orange Business. Consommez au moins 2 500 F/mois et profitez de bonus exceptionnels. Appelez le 0808 ou RDV sur business.orange.ci pour souscrire à l'offre.

www.business.orange.ci

 orange côte d'ivoire | CI, Orange

INTERVIEW/SUCCESSION AU POUVOIR

Tout sur l'origine des conflits de chefferie en pays atchan

Ce qu'il faut savoir de la fête de l'Afatchoué

Magès Nanguï est du village de Songon-Dagbé. Il est membre de la génération Tchagba, plus précisément de la catégorie Tchagba-Assoukrou. Il est le président du comité d'organisation de la fête de l'Afatchoué de la génération Tchagba de Songon-Dagbé qui aura lieu en ce mois d'août 2019. Dans cet entretien qu'il a accordé à L'inter le mercredi 14 août 2019, Magès Nanguï revient sur les enjeux de cette fête en pays atchan. Mais aussi, il aborde les conflits fonciers et de chefferie ainsi que l'épineuse question de l'influence du modernisme à laquelle sont confrontées les pratiques coutumières atchan.

Qu'est-ce que l'Afatchoué ?

L'Afatchoué est une fête de génération, c'est un événement culturel atchan. Une génération, c'est un ensemble de personnes comprises dans une fourchette d'âge donnée. La génération est comprise dans une fourchette d'âge de 16 à 20 ans. Entre les plus âgés et les moins âgés de la génération, il y a eu un écart d'âge variant de 16 à 20 ans. Il y a 4 générations dans toute communauté atchan. Ce sont les Gnando, les Dougbo, les Tchagba dont nous sommes membres, et les Bléssoué. À l'intérieur de chaque génération, il y a différentes classes d'âge qu'on appelle les catégories. La catégorie la plus âgée de la génération c'est les Djéou. Alors, si on prend les Tchagba, c'est-à-dire Tchagba-Djéou ça veut dire les Tchagba-Djéou viennent les Tchagba-Dongba. Puis les Agban et enfin les plus jeunes, les Assoukrou. Donc dans la génération Tchagba de Songon-Dagbé, nous sommes la catégorie la plus jeune. La catégorie est un ensemble de personnes dont l'écart d'âge est compris entre 4 et 5 ans. Tous les gens compris dans cette fourchette sont de la même catégorie. Ils vont s'appeler alors mon ami (mindjo en langue atchan).

Que revêt la fête de l'Afatchoué en pays atchan ?

Toute fête de génération est l'expression de la maturité de la génération. Il y a différentes fêtes. Quand vous n'êtes pas Atchan, vous pensez que ce sont les mêmes fêtes. Mais il y a des fêtes qui sont des fêtes d'une catégorie. Par exemple, les Assoukrou ont leur fête. Quand ils deviennent un peu matures, après l'adolescence, ils font leur sortie pour dire qu'ils sont des hommes, qu'ils peuvent participer à la vie du village. C'est l'épisode des fêtes de catégorie. Ensuite, il y a des fêtes qui sont des fêtes de toute la génération et c'est ce que nous allons célébrer maintenant. Donc les quatre catégories de la génération Tchagba sortent pour dire que la génération est désormais constituée d'hommes et de femmes accomplies, aptes à participer aux affaires du village, aptes à contribuer, à penser le développement, à participer à la gestion des affaires du village. Ils seront désormais consultés par



Selon Magès Nanguï, le peuple atchan est un peuple très pacifique qui n'aime pas la violence.

(Photo/E.L)

la génération qui est au pouvoir. Après cette fête, comme ils auront montré leur maturité, ils seront alors insérés dans les différentes commissions de la chefferie qui est au pouvoir, de sorte à apprendre auprès de leurs aînés sur un certain temps. C'est une manière de les préparer à accéder au pouvoir. Pendant cette période, ils seront en incubation. Après cela, ils accéderont au pouvoir.

Combien de temps dur l'incubation ?

La durée de l'incubation varie d'un village à un autre. Ça peut être très rapide si la génération a très vite démontré qu'elle est apte. Alors très vite on fait les cérémonies et la génération accède au pouvoir. Cela dépend aussi de l'appréciation de tout le village. On peut retarder un peu estimant que la génération n'est pas encore prête. Mais en général, quand on a fini cette fête, ça ne devrait plus mettre beaucoup de temps. On ne définit pas de façon précise, un temps.

C'est à combien d'années de la fin du règne de la génération sortante que celle aspirant au pouvoir entre en incubation ?

Cela dépend du temps que la génération aura mis à préparer sa fête (Afatchoué), parce qu'il faut cette sortie pour montrer qu'elle est apte, qu'elle est prête et qu'elle est mûre. Si elle a mis du temps pour organiser sa fête, ça devrait aller vite étant donné que la génération au pouvoir sera presque à la fin de son règne. Mais

si la génération a très vite réalisé le nombre d'années qui est normalement imparti au pouvoir qui est en place. Donc elle va apprendre pendant le temps qu'il reste pour finir le mandat de la génération qui est au pouvoir.

Combien d'années durent le pouvoir d'une génération ?

Une génération gouverne pendant 16 à 20 ans. J'ai dit tout à l'heure que les catégories sont des gens dans une tranche d'âge dont l'écart varie entre 4 à 5 ans. Il y a 4 catégories dans une génération, ça veut dire que la génération sera constituée des gens avec un écart d'âge compris entre 16 et 20 ans. Donc quand une génération prend le pouvoir, le temps qu'elle va passer au pouvoir est très clairement défini, sans ambiguïté.

Comment expliquez-vous qu'on assiste bien souvent à des situations où alors que la génération au pouvoir n'a pas terminé son mandat, la génération aspirante réclame le pouvoir ?

Merci d'aborder ce point. Effectivement, on constate beaucoup de palabres pour l'accession au pouvoir dans certains de nos villages. Il faut dire que ce sont des questions d'intérêt personnel. C'est la nature humaine. Car, quand bien même les choses sont très clairement définies, il y a parfois des gens qui sont pressés, qui refusent d'attendre leur tour du pouvoir et qui veulent tout de suite arriver au pouvoir. Ce qu'il se passe, c'est qu'il y a aussi parfois des questions de gestion. S'il est clairement établi

que le pouvoir doit durer 15 ans tout le village d'ailleurs constate qu'il y a une très mauvaise gestion du patrimoine communautaire, ces entités peuvent dire qu'il faut limiter les dégâts. Alors il y a ce qu'on constate dans les villages, la génération aspirante qui vient bousculer un peu celle qui est au pouvoir. En réalité, pas parce qu'elle ne veut pas qu'elle exerce, mais pour protéger le patrimoine du village. Et parfois quand elle fait cela, elle ne prend pas le pouvoir. Elle laisse le pouvoir administratif à la génération en place et elle se charge de la gestion du patrimoine de sorte qu'aucune entité ne peut user du patrimoine communautaire sans avoir l'accord de l'autre. Donc c'est dans un souci de protéger les ressources du village qu'il y a parfois tous ces conflits. Il peut arriver aussi que certains pouvoirs veuillent prolonger leur mandat. Et là, la génération aspirante va dire non. Et alors s'engage dans un bras de fer.

Est-ce que cette façon de revendiquer le pouvoir est celle que prévoient les règles politiques en pays atchan ?

Non. En pays atchan, aucune règle n'autorise la violence. Le peuple atchan est un peuple très pacifique, on n'aime pas la violence. C'est pour ça que vous voyez que le mode d'accession au pouvoir en pays atchan est très démocratique. C'est très clair. Si les Dougbo ont fini, c'est au tour des Tchagba ensuite, les Bléssoué et enfin les Gnando. Vous voyez que tous les courriers que nous avons émis ont été con-

tesignés par notre chef du village actuel. Et pourtant, il sait très bien que cette cérémonie nous prépare à la prise de pouvoir. Mais ce n'est pas pour autant qu'on ne va pas réagir quand on constate qu'il y a une mauvaise gestion, un bradage des ressources du village.

Aujourd'hui, avec l'urbanisation qui gagne vos villages, on se demande que reste-t-il encore aux Atchan ?

En pays atchan, il y a trois types de propriétés. Il y a les propriétés individuelles, les propriétés familiales, et les propriétés de la communauté villageoise. Le propriétaire individuel peut faire de sa parcelle ce qu'il veut, la famille aussi peut faire de son site ce qu'elle veut, mais le bien villageois en est celui sur lequel bien ceux qui sont au pouvoir n'ont pas une bonne vision, parfois ce bien communautaire peut ne pas être bien géré. On sait tous que la gestion du bien communautaire est quelque chose de très délicat. Et quand les gens constatent que ce bien commun est mal géré, c'est source de conflit. Maintenant est-ce qu'il nous en reste encore ? Oui, parce que des familles ont encore des parcelles familiales, des hectares parfois ou bien des lots. Des individus ont des parcelles. Mais, il y a aussi des parcelles villageoises qui sont encore là. Mais vous savez que quand le développement arrive, vous êtes obligés de céder certaines parcelles quand bien même vous ne voulez pas. On cède certaines parcelles et parfois elles sont relocalisées.

Vous parlez de l'influence du développement. Que valent encore pour vous ces fêtes de génération qui viennent même à être dénaturées vu qu'il y a des pratiques coutumières que vous êtes tenté de laisser étant donné qu'on est en pleine zone urbaine ?

Pour nous, la culture atchan ne se résume pas à la fête de génération. Il y a beaucoup d'autres choses : des manières de faire, des manières de penser qui nous permettent de rester Atchan quand bien même le développement arrive et nous en vahit.

Suite page 11

Suite de la page 10

Nous restons toujours Atchan. Regardez le village d'Anoumabo, c'est l'un des villages qui reste très profondément Atchan, qui garde l'originalité de la culture en plein Abidjan. C'est pour nous un facteur de reconnaissance. Et ça, c'est important, c'est un élément à ne pas perdre. Abidjan-Adjamé, vous avez vu leur fête de génération récemment. C'est vrai, on perd beaucoup de choses. Oui, avec le développement cela arrive forcément. Prenez par exemple les mariages métis. Votre femme n'est pas de votre ethnie, vous allez parler en français. Les enfants ne s'expriment plus qu'en français. Et ceux-là, avec le temps ils perdent complètement tout. Donc oui, on perd certaines choses, mais je veux dire, nous devrions quand même conserver un noyau, pour toujours faire la promotion et conserver nos traditions.

Aujourd'hui, c'est quoi ce noyau pour le peuple atchan ? Est-ce que c'est votre langue que vous tentez de conserver, ou vos fêtes de génération ?

En ce moment il y a une plateforme des communautés atchan qui est en train de se créer. Il y en avait une déjà. C'est véritablement en train de se formaliser parce que nous voyons aussi le danger du développement. Le développement a ses bons côtés, mais nous voyons aussi le revers de la médaille qui est qu'on risque de perdre beaucoup de choses, notre originalité. Et donc, il y a une plate-forme des communautés atchan qui est en train de se formaliser pour réfléchir constamment aux questions de la survie de la culture atchan et du peuple atchan lui-même.

On se demande aussi comment se fait la gestion des villages atchan, aujourd'hui en plein cœur d'Abidjan, et Songon aussi qui se fait rattraper par la ville? Nous sommes sur le territoire communal. A Songon par exemple, le village fait partie de la commune de Songon. Donc nous ne pouvons pas faire notre développement en marge de la commune. Tout comme la commune ne peut pas faire son développement en marge de la Côte d'Ivoire tout entière. Donc il y a un plan de développement national dans lequel s'insère le plan de développement communal et le plan de développement villageois aussi tient compte de celui de la commune. On ne fait pas notre développement en dehors des territoires dont nous dépendons.

Revenons à la fête de l'Atfatchoué. Quand va-t-elle se

tenir ? L'Atfatchoué va se dérouler le jour même de la fête, c'est le 22 août 2019. Mais déjà, à partir du lundi précédent le 22 août, il y a

des activités culturelles dans le village de Songon-Dagbé. Il y a ce qu'on a appelé une semaine de la jeunesse. Vous parlez de sauver la culture : il y a des an-

ciens jeux qui avaient disparu que nous allons ressusciter. Et il y a des mets, des manières de se vêtir, qui seront à l'ordre du jour pendant cette cérémonie.

Qui est autorisé à prendre part

à toutes ces festivités ? Tout le monde est invité sans aucune distinction. Toute la Côte d'Ivoire, toute la communauté atchan, toute la communauté vivant en Côte d'Ivoire. Des gens viendront de l'extérieur, d'autres sont déjà là. C'est un événement très important en pays atchan. C'est l'occasion par exemple du recensement de tous les hommes chez nous. C'était un mode de recensement avant. Quand on fait cette fête, le matin très tôt tous les hommes du village coupent un bâton qu'ils déposent à l'entrée du cimetière. Il y a un comptage des bâtons qui est fait. Les femmes enceintes (puisqu'on ne sait pas si elles accouchent d'un garçon ou d'une fille) et tous les hommes vont se vêtir en rouge. Nous avons invité des ambassadeurs, des ministres, des institutions : l'Unesco, le Sénat, des guides religieux, etc. Le parrain de la cérémonie est le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Dr Mabri Toikeusse. L'événement est placé sous le patronage de Robert Beugré Mambé, gouverneur du district autonome d'Abidjan. Le maire de Songon sera également là.

Réalisée par **Élysée LATH coll. Chadon ABE (Stagiaire)**



"L'Atfatchoué est une fête de génération, c'est un événement culturel atchan". (Ph E.L)

Des activités culturelles dans le village de Songon-Dagbé. Il y a ce qu'on a appelé une semaine de la jeunesse. Vous parlez de sauver la culture : il y a des an-

ciens jeux qui avaient disparu que nous allons ressusciter. Et il y a des mets, des manières de se vêtir, qui seront à l'ordre du jour pendant cette cérémonie.

à toutes ces festivités ? Tout le monde est invité sans aucune distinction. Toute la Côte d'Ivoire, toute la communauté atchan, toute la communauté vi-

GOVERNANCE DES ORGANISMES DE PROTECTION SOCIALE DE LA ZONE CIPRES

Les administrateurs réfléchissent sur leur rôle et leur responsabilité

« **R**ôle et responsabilité du Conseil d'administration dans la gouvernance des organismes de protection sociale (Ops) de la zone Cipres ». C'est le thème du séminaire qui s'est ouvert hier lundi 19 août 2019, dans un hôtel de Grand-Bassam. Organisé par la Conférence inter-africaine de la prévoyance sociale (Cipres) en partenariat avec l'Institution de prévoyance sociale-Caisse générale de retraite des agents de l'Etat (Ips-Cgrae), cette présente rencontre qui prend fin le vendredi 23 août prochain regroupe les administrateurs des Organismes de prévoyance sociale (Ops) des Etats membres de la Cipres. Elle vise à promouvoir les outils et modalités de gouvernance permettant d'assurer une gestion efficace et efficiente des ressources confiées aux Ops et de sauvegarder ainsi leurs transferts vers les populations cibles (assurés sociaux). Ce séminaire animé par des experts en bonne gouvernance sera l'occasion pour les administrateurs de partager leurs expériences. Le Pca de l'Ips-Cgrae, Blé Ma-



Les administrateurs des Ops des pays membres de la Cipres militent pour une gestion efficace et efficiente de leurs organismes (Ph : F.S.)

madou a rappelé que les membres d'un conseil d'administration sont les garants de la pérennité d'un régime de sécurité sociale. Ils doivent donc prendre soin des intérêts des bénéficiaires des prestations. « Un membre du conseil d'administration doit agir conformément aux règles régissant le régime dans le cadre de la loi ; agir avec prudence, consciencieusement et de bonne foi ; agir dans le meilleur intérêt des mandants du régime et réaliser un juste équilibre entre les différentes

catégories ; demander conseil en cas de besoin sur des points techniques ou juridiques et placer les fonds du régime conformément à ces régimes », a-t-il déclaré. Le secrétaire exécutif de la Cipres, Innocent Makambou a noté que partout dans le monde, la sécurité sociale est en pleine mutation, arrimée au rythme des ambitions des acteurs. Pour lui, ces cinq jours de réflexion et d'échanges contribueront à un enrichissement mutuel des administrateurs. Ils devraient

également permettre un meilleur recadrage de la gestion financière, administrative et technique des Ops et dicter la conduite des administrateurs face aux mutations auxquelles est soumis le secteur de la sécurité sociale. Pour sa part, Traoré Idriss, directeur général de la Protection sociale représentant le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Kouakou Abinan, a souligné l'importance de la sécurité sociale dans les pays membres de la Cipres. Ce qui nécessite à ses yeux, un accent particulier et constant sur la gouvernance au sein des Ops pour assurer leur viabilité. « Pour jouer efficacement ce rôle d'organe de gouvernance, les membres des conseils d'administration doivent de façon continue, bénéficier de renforcement de capacités afin d'apporter avec professionnalisme, pragmatisme et bienveillance, des réponses aux exigences tant nombreuses que pressantes de nos populations relativement à l'offre des prestations sociales », a-t-il relevé.

Franck SOUHONE